

**COUR NATIONALE DE DISCIPLINE  
AUPRES DE L'ORDRE DES AVOCATS  
AU CONSEIL D'ETAT ET A LA COUR DE CASSATION**

---

**RAPPORT 2025**

**Agnès Martinel**

Président de la deuxième chambre civile de la Cour de cassation

**Pierre Collin**

Président adjoint de la section du contentieux du Conseil d'État

Présidente et président de la Cour nationale de discipline auprès de l'Ordre des avocats au  
Conseil d'État et à la Cour de cassation

**Février 2026**

Ce rapport est le troisième à être remis au garde des sceaux, ministre de la Justice en application de l'article 28 du décret du 17 juin 2022 relatif à la déontologie et à la discipline des officiers ministériels qui prévoit que l'Ordre des avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation établit, rend public et transmet annuellement au garde des sceaux, ministre de la justice, un rapport d'activité de la juridiction disciplinaire de la profession.

Il retrace l'activité de la cour nationale de discipline auprès de l'Ordre des avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation fonctionnant selon les modalités voulues par la loi n°2021-1729 du 22 décembre 2021 pour la confiance dans l'institution judiciaire.

Rappelons qu'aux termes de l'article 11 de l'ordonnance n°2022-544 du 13 avril 2022 relative la déontologie et la discipline des officiers ministériels tel que modifié par la loi n°2023-1059 du 20 novembre 2023 : « [...] III. - Une cour nationale de discipline, instituée auprès de l'ordre des avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation, connaît des poursuites disciplinaires contre ces professionnels. Elle est composée d'un membre du Conseil d'Etat, d'un magistrat du siège de la Cour de cassation, et de cinq membres de la profession.

*La cour est présidée par le membre du Conseil d'Etat lorsque les faits en cause ont trait aux fonctions exercées devant le Tribunal des conflits ou devant les juridictions de l'ordre administratif. Dans les autres cas, elle est présidée par le magistrat du siège de la Cour de cassation.*

*Les arrêts de la cour peuvent faire l'objet d'un recours devant le Conseil d'Etat lorsque les faits en cause ont trait aux fonctions exercées devant le Tribunal des conflits ou les juridictions de l'ordre administratif. Dans les autres cas, le recours est porté devant la Cour de cassation. La juridiction saisie du recours statue en fait et en droit ».*

Pour l'application de ces dispositions, l'article 9 de l'ordonnance précitée, prévoit les conditions de saisine de la juridiction disciplinaire : « L'action disciplinaire à l'encontre des avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation est exercée, concurremment avec le président de l'Ordre des avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation, par le vice-président du Conseil d'Etat quand les faits en cause ont trait aux fonctions exercées devant le Tribunal des conflits ou les juridictions de l'ordre administratif. Dans les autres cas, l'action est exercée par le premier président de la Cour de cassation ou le procureur général près la Cour de cassation » ; l'article 12 fixe les modalités de nomination des membres de la cour nationale de discipline, et l'article 16 énumère les peines disciplinaires qui peuvent être prononcées contre le professionnel.

Pour sa part, le décret n°2022-900 du 17 juin 2022 relatif à la déontologie et à la discipline des officiers ministériels fixe les règles de procédure devant la juridiction (articles 27 à 35).

Ce rapport reviendra d'abord sur les décisions rendues en 2025, puis sur le fonctionnement de la juridiction.

## **1. Les décisions rendues par la cour nationale de discipline auprès de l'Ordre des avocats aux Conseils en 2025**

La cour nationale de discipline a rendu deux décisions en 2025 sur des saisines intervenues en 2023 et 2024.

Tableau 1 : Nombre de décisions rendues par la cour nationale de discipline auprès de l'Ordre des avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation

Années	Nombre de décisions rendues
2025	2

Au 31 décembre 2025, le stock est composé de deux dossiers en attente d'être jugés, la cour ayant été saisie en décembre 2024 pour l'un, et en mai 2025 pour l'autre.

Les décisions rendues par la cour nationale de discipline ont toutes été des ordonnances rejetant les requêtes pour irrecevabilité (tableau 2) :

Tableau 2 : Nature des décisions rendues par la cour nationale de discipline auprès de l'Ordre des avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation

Requêtes irrecevables, manifestement infondées ou non assorties des précisions suffisantes	2
Relaxe	0
Avertissement	0
Blâme	0
Interdiction d'exercer à titre temporaire	0
Destitution / interdiction d'exercer définitive	0
Retrait de l'honorariat	0
Amendes	0
Total 2025	2

Les deux décisions ont été prises en application de l'article 14 de l'ordonnance n° 2022-544 du 13 avril 2022, et du deuxième alinéa de l'article 44 du décret n° 2022-900 du 17 juin 2022 qui permettent au président de la Cour nationale de discipline ou son suppléant de rejeter, par ordonnance motivée, les requêtes irrecevables, manifestement infondées ou qui ne sont pas assorties des précisions permettant d'en apprécier le bien-fondé.

## **2. Le fonctionnement de la cour nationale de discipline auprès de l'Ordre des avocats aux Conseils en 2025**

La juridiction disciplinaire a pu remplir ses missions grâce à l'engagement et au travail de toutes celles et tous ceux qui concourent à son fonctionnement.

L'année 2025 a vu la cour nationale de discipline fonctionner de façon tout à fait satisfaisante selon les modalités prévues par les textes fixant les règles de procédures devant la juridiction disciplinaire.